

Soutenue par la responsable régionale de la Cimade, la quinzaine de solidaires prêts à s'engager dans l'orientation et l'accompagnement juridico-administratif des individus en quête de protection, bénéficient de formations juridiques dont les thématiques sont définies en fonction des besoins identifiés et des problématiques rencontrées par les requérants (procédure d'asile « normale », procédure Dublin et fuite, mineurs et asile, l'après demande d'asile : l'aide au retour ; comment vivre sans-papiers ; les titres de séjour) et de conseils pour mieux partager des stratégies juridiques et améliorer le lien avec les avocats. Un citoyen solidaire, maraudeur et administrateur de Tous Migrants, a souhaité s'engager dans cette nouvelle initiative. Il explique⁸⁸ :

« [On fait] cette formation pour être en mesure d'accompagner les demandes d'asile, et surtout, moi ce qui m'intéresse le plus, c'est la fin de la formation, c'est-à-dire comment on peut rester en France sans papiers. Je pense que l'enjeu, c'est ça. Et si on veut pouvoir faire du Briançonnais un espèce de territoire pilote pour montrer que c'est possible de vivre dans les territoires et de ne pas aller tous s'entasser dans les grandes villes, je pense que c'est super important quoi. Et si on veut qu'il y ait des gens qui puissent rester là, parce qu'il y en a qui ont envie de rester là, tous ils le disent, quand on discute avec eux, ils disent « notre passage à Briançon, on s'en souviendra toute notre vie ».

Aussi cette cellule juridique a-t-elle décidé de prendre la forme d'un groupe Cimade à Briançon (un groupe est déjà existant à Gap, au sud du département) et de tenir des permanences juridiques, des temps d'accueil pour écouter et répondre aux besoins, qui pourront avoir lieu dans un local mis à disposition par le Secours catholique et la paroisse.

8. La mairie de Briançon

En 2014, le maire sortant Gérard Fromm (DVG) est réélu à la tête de la Ville de Briançon. En avril de la même année, le nouveau Conseil municipal prend place et se compose de 33 membres, dont le Maire, 24 élus de la majorité (dont 8 adjoints) et 8 élus de l'opposition (DVD).

❖ Une mairie fortement positionnée en faveur de l'accueil des exilés

Dès l'arrivée des premiers exilés au début de l'année 2015, la mairie de Briançon se positionna en faveur de l'accueil, et fit preuve d'un soutien tant politique que concret (matériel) au fil de l'actualité relative aux réfugiés dans sa petite ville de 12 000 habitants, comme l'en témoigne la chronologie suivante :

Début 2015. Un groupe de cinq Soudanais arrive à Montgenèvre par la montagne. Quelques temps après, ce sont 20 Soudanais qui arrivent. La Ville de Briançon met alors en place une cellule d'accompagnement rassemblant des élus, les services municipaux, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), la MJC et la MAPEmonde, le Secours populaire, le Secours catholique et la Croix Rouge. Ensemble, ils instaurent plusieurs mesures d'aide

⁸⁸ Entretien du 18/05/18, au domicile de l'enquêté, Briançon

d'urgence : un accueil de jour au CCAS, l'ouverture de la douche municipale, la fourniture de repas, et des aides à la prise en charge des billets de train⁸⁹. La conseillère juridique et sociale de la MAPEmonde témoigne⁹⁰ :

« C'était hyper intéressant parce qu'on était pas du tout prêts. On les a accueillis avec l'assistante sociale de la Mairie, le CCAS, et c'était leur trouver à manger, et [les] soigner. Ce premier groupe déjà nous a interpellé sur quels moyens on a de répondre à une situation d'urgence comme ça : pas de traducteurs, ils ne parlaient qu'arabe... enfin il y avait tout ça à mettre en place. Du coup on les a accueillis et ils voulaient partir sur Paris, donc on les a aidés à partir et après, avec l'assistante sociale [du CCAS], on s'est dit qu'il faut qu'on s'attende à de nouvelles arrivées. Donc elle en a parlé à la mairie, elle a fait remonter, en disant qu'il va falloir qu'on travaille sur des arrivées comme ça de gens. Et c'est là qu'on a commencé à se questionner sur comment se positionne la ville de Briançon sur l'arrivée des migrants et où Gérard Fromm a dit « on accueille ». »

04/09/2015. Dans un communiqué de presse intitulé « L'accueil pour nous c'est oui », le maire de Briançon annonce que la commune est « prête à répondre à des demandes d'installation si des réfugiés en font la demande ». Il relaie l'appel au rassemblement du 5 septembre en invitant « tous les Briançonnais à venir exprimer leur solidarité envers les réfugiés et leur indignation devant ces tragédies qui se déroulent au quotidien sous nos yeux. »⁹¹

11/09/2015. Création d'une plateforme de coordination rassemblant autour de la mairie de Briançon, le mouvement citoyen *Pas En Notre nom*, la MJC-Centre Social et sa MAPEmonde, ainsi que des associations caritatives telles que le Secours populaire, le Secours catholique et la Croix Rouge. Mise en ligne sur le site de la mairie d'un « formulaire d'aide aux réfugiés permettant de centraliser les propositions de dons et de bénévolat de citoyens briançonnais désireux d'aider les réfugiés qui pourraient transiter par Briançon ». ⁹²

12/09/2015. « La commune de Briançon adhère au dispositif national « Ville Solidaire pour l'accueil des réfugiés ». Le 12 septembre, le conseiller municipal Jean-Paul Borel se rend à la réunion d'information organisée à la Maison de la Chimie (Paris) par le ministère de l'Intérieur. De retour de Paris, il remet au cabinet du Maire un formulaire d'hébergement, aussitôt rempli et renvoyé aux autorités nationales. A travers ce document, le Maire de Briançon s'engage à participer à l'effort de solidarité nationale en mettant à disposition 3 logements communaux inoccupés afin d'assurer temporairement l'hébergement de quelques

⁸⁹ Source : MAIRIE DE BRIANÇON, Dossier « Migrants : le modèle Briançonnais », sans date, p. 1

⁹⁰ Entretien du 05/04/18, lieu public, Briançon

⁹¹ Source : MAIRIE DE BRIANÇON, Dossier « Migrants : le modèle Briançonnais », sans date, p. 2

⁹² Idem

familles de réfugiés sans discrimination d'origine ou de religion. »⁹³ Suite à cela, la Ville de Briançon accueille deux familles syriennes ayant bénéficié du programme de réinstallation⁹⁴.

23/09/2015. « Le Conseil municipal adopte à l'unanimité (32 voix pour / 1 abstention) une délibération approuvant le dispositif Ville solidaire pour l'accueil des réfugiés. »⁹⁵

02/11/2015. « Le ministère de l'Intérieur sollicite la Ville de Briançon pour « mettre à l'abri » de 60 migrants volontaires en provenance de Calais. Le maire de Briançon répond favorablement à l'accueil de 30 migrants. Dans une conférence de presse tenue le jour même, la sous-préfète et le maire de Briançon annoncent l'arrivée d'une trentaine de migrants à Briançon à compter du 7 novembre. En prélude à la conférence de presse, la sous-préfète organise une réunion préparatoire avec tous les protagonistes de l'accueil : la Mission d'Accueil des Personnes Etrangères de la MJC (MAPEmonde) – désignée comme coordonnateur de l'accueil –, la mairie, les associations solidaires de Briançon (la Croix Rouge, le Secours Populaire, le Secours Catholique), la Protection Civile, les pompiers, le collectif Ensemble Vivre, le mouvement citoyen Pas en Notre Nom Briançon, le centre hospitalier et l'OPH O5 [Office Public de l'Habitat des Hautes-Alpes]. »⁹⁶

07/11/2015. Ouverture du premier « centre de répit » (appelé plus tard Centre d'Accueil et d'Orientation-CAO). Géré par la MAPEmonde-MJC, il accueille 21 exilés de nationalités soudanaise, tchadienne, érythréenne et iranienne, arrivés de la « jungle de Calais », que le ministère de l'Intérieur souhaite « désengorger », dans l'optique de son démantèlement.

*« Fatigués, déboussolés, ce sont 21 migrants – et non 30, certains ayant finalement choisi de rester à Calais – qui arrivent vers 2h du matin dans les locaux de la Protection Civile de Briançon. Ils sont accueillis par des citoyens bénévoles et des membres de nombreuses associations, le maire et des élus ainsi que la sous-préfète de Briançon. Des soupes, des jus de fruits, du café les attendent avant un rapide examen médical dispensé par un médecin urgentiste de l'hôpital et une nuit de sommeil récupératrice dans les foyers l'Épicéa et Les Peupliers. Ces logements, mis à disposition par l'Office Public de l'Habitat des Hautes-Alpes (OPH 05), étaient inoccupés depuis deux ans. »*⁹⁷

02/06/2016. « Gérard Fromm, maire de Briançon, a alerté une nouvelle fois Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, sur le départ forcé de six migrants de Briançon, enjoins par l'Etat de rejoindre des centres d'accueil pour demandeurs d'asiles (CADA) dans la région PACA ou dans le reste de l'Hexagone. Un arrachement inhumain pour ces exilés accueillis

⁹³ Idem

⁹⁴ Le programme de réinstallation a été adopté par le Conseil européen en juillet 2015 et permet aux personnes déplacées, fuyant leur pays en situation de conflits ou ayant subi des persécutions, de se rendre sur le territoire européen par une voie régulière et sûre depuis les pays de « premier accueil » (souvent depuis des camps turcs ou libanais).

⁹⁵ Idem

⁹⁶ Idem

⁹⁷ Source : MAIRIE DE BRIANÇON, Dossier « Migrants : le modèle Briançonnais », sans date, p. 3

depuis novembre dernier dans notre commune et qui ont tissé des liens forts entre eux et avec une grande « famille » de citoyens du Briançonnais. ». « Le président de la MJC et le maire de Briançon avaient alors sollicité le ministère de l'Intérieur « afin que les orientations répondent à une logique humaine en permettant à ceux qui le souhaitent de rester à Briançon. »⁹⁸

20/06/2016. Les 21 accueillis au « centre de répit » sont faits citoyens d'honneur de la ville de Briançon par le maire. Un geste symbolique qui s'inscrit dans la continuité de la démarche d'accueil de ces personnes ayant fui leurs pays avant d'arriver à Briançon en passant par Calais.

07/11/2016. La Ville de Briançon accueille un second Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO) – géré par la MAPEmonde, pour y abriter 24 exilés, principalement soudanais et tchadiens, installés auparavant dans un campement boulevard de Stalingrad à Paris. Alors que les accueillis du premier « centre de répit » (07/11/2015) avaient été « dédublés », comme le promettait le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, les exilés du second CAO ne l'ont pas été.

De mars à mai 2017. La Mairie de Briançon met à disposition l'ancienne conciergerie du cimetière, la « Maisonnette » pour l'accueil d'urgence des quelques personnes arrivées par la montagne. Elle sera plus tard intégrée au Réseau Welcome.

Fin mars 2017. Une lettre contre le règlement Dublin et les transferts en Italie, cosignée du député Joël Giraud, des maires de Briançon et Guillestre, et des associations MJC et Tous Migrants, est envoyée au Président de la République, au Premier Ministre et au Ministre de l'Intérieur.

16/04/2017. « La manifestation « Tous aux cols », organisée par Tous Migrants, rassemble 320 participants au col du Montgenèvre autour d'un pique-nique convivial et militant. Parmi eux, des habitants et saisonniers des Hautes-Alpes, du Val Susa et de Turin, des collectifs citoyens d'Embrun, de Guillestre, les réseaux Welcome 05 et Hospitalité 05 et de nombreux élus, dont les maires de Briançon, Guillestre, Oulx et Bardonecchia. A cette occasion, les porte-paroles des collectifs ont pu exprimer « leurs inquiétudes par rapport à la politique européenne de l'asile qui met en danger physiquement et psychologiquement les migrants », dénonçant d'une seule voix l'inhumanité et l'absurdité des accords de Dublin »⁹⁹.

18/04/2017. « Une lettre-film à l'intention du Préfet est diffusée sur les réseaux sociaux. Une vidéo pétrie d'humanité, tendant le micro à des exilés, des bénévoles, des représentants associatifs et au maire de Briançon pour alerter les autorités sur les conséquences désastreuses de l'application des accords de Dublin sur notre territoire »¹⁰⁰.

⁹⁸ http://www.ville-briancon.fr/2_protestation_collective_contre_le_deplacement_des_migrants_de_briancon.html

⁹⁹ Idem

¹⁰⁰ Idem

24/04/2017. Célébration par Monsieur le Maire de la cérémonie de parrainages républicains entre 30 demandeurs d'asile et 30 Briançonnais, s'engageant solennellement à rester vigilants quant au bon déroulement de la procédure de demande d'asile de leurs filleuls. Un parrainage symbolique soulignant la mobilisation de la société civile en faveur des exilés accueillis dans le Briançonnais et s'inscrivant dans le sillage d'actions de plaidoyer contre le « Dublinage » d'une vingtaine d'exilés, alors menacés de devoir déposer leur demande d'asile en Italie.

« Sur ce territoire, vous êtes les bienvenus », a déclaré Gérard Fromm en ouverture de la cérémonie. « L'an dernier, j'avais décerné aux demandeurs d'asile arrivés de Calais quelques mois plus tôt le titre de « Citoyens d'honneur de la Ville ». Cette année, la société civile s'engage et la mairie va plus loin avec la célébration d'un parrainage républicain. Nous sommes conscients des difficultés que vous rencontrez pour déposer vos demandes d'asile. Avec le soutien de plusieurs maires du Briançonnais et du député Joël Giraud ici présent, nous vous accompagnerons pour vous aider à rester dans nos vallées.»

Gérard Fromm s'est réjoui publiquement de ce bel élan de solidarité qui s'exprime au travers d'actions collectives protéiformes : *« Je profite de cette cérémonie pour saluer le travail de ceux qui accompagnent les demandeurs d'asile, les remercier et leur dire la fierté qu'ils m'inspirent. »*¹⁰¹

06/06/2017. Le maire de Briançon, Gérard Fromm, est élu président de la Communauté de Communes du Briançonnais (CCB).

27/07/2017. Signature d'une convention entre le Collectif Refuges Solidaires, Médecins du Monde et la Communauté de Communes du Briançonnais pour l'ouverture de l'ancien local des CRS pour l'accueil d'urgence des personnes arrivant par la montagne.

21/04/2018. Des militants du mouvement européen d'extrême-droite Génération Identitaire ont pris position au col de l'Echelle afin d'empêcher les migrants de passer la frontière et d'entrer sur le sol français, via la matérialisation d'une frontière avec du grillage de chantier.

23/04/2018. Des Briançonnais, rassemblés sous le collectif appelé "La république des Escartons libre", lancent une pétition pour que Briançon ne devienne pas un « mini-Calais ». Des citoyens et commerçants s'inquiètent de l'image de Briançon à travers l'actualité et les médias en France. Une mauvaise image qui ferait fuir les touristes...

27/04/2018. La Mairie de Briançon publie un communiqué de presse intitulé « La municipalité ne veut pas d'un « mini-Calais » à Briançon et remet à plat quelques vérités : « il n'y a jamais eu de campements à Briançon », « Il n'y a jamais eu à Briançon d'incidents ou de faits délictueux imputables aux migrants », « La municipalité n'a de cesse d'en appeler à l'Etat », « La municipalité en appelle aux instances européennes », « La municipalité élabore des solutions concrètes avec ses voisins italiens pour parer au plus pressé »,

¹⁰¹ Source : http://www.ville-briancon.fr/2_protestation_collective_contre_le_deplacement_des_migrants_de_briancon.html

« L'imperméabilité des frontières est très difficile à assurer en montagne où les itinéraires sont multiples ».

15/05/2018. La mairie de Briançon dénonce la présence de Génération Identitaire dans une lettre à la préfète... qui restera sans réponse.

Juin 2018. Mise à disposition par la mairie du « foyer de solidarité » pour y accueillir les bénévoles (notamment d'Emmaüs) venant prêter main forte au Refuge. Une adjointe au maire revient sur cette action de la mairie, soulignant le fait que la Ville de Briançon s'attache à soutenir les acteurs citoyens et associatifs de l'accueil¹⁰² :

« Je voulais revenir sur effectivement le travail qu'on fait en tant qu'élus avec les associations, parce qu'on a rencontré Emmaüs par exemple, et du coup on a pris connaissance d'un travail énorme de cette association et on a mis à disposition (y'a eu l'ouverture de la Petite Maison qui accueille quelques réfugiés) et là, dernièrement on a mis à disposition un autre appartement pour l'accueil de bénévoles qui viennent sur Briançon aider, notamment ceux d'Emmaüs et il y a une convention en cours par rapport à ça, à ce soutien, à cet accueil pour aussi permettre d'aider, d'épauler. »

18/06/2018. Débat citoyen à Briançon : « Réfugiés : comment protéger durablement ? » en présence de Sylvie Guillaume (eurodéputée et vice-présidente du Parlement européen), Laura Ferrara (eurodéputée), Gérard Fromm (maire de Briançon), Francesco Avato (maire de Bardonecchia), Jean-Claude Raffin (maire de Modane), Marie Dorléans (ex-présidente de Tous Migrants). Tous s'accordent sur le fait qu'une véritable politique d'accueil au niveau européen est nécessaire.

❖ **Des associations et collectifs conscients de l'importance du soutien municipal**

Lors des entretiens menés avec des solidaires, il a été, à plusieurs reprises, affirmé que la municipalité a joué (et joue) un rôle important dans l'accueil des exilés, en ce sens que son soutien et ses actes ont permis aux citoyens de mettre en œuvre en accueil concret des exilés en Briançonnais. Le coordinateur du Réseau Welcome Briançon explique¹⁰³ :

« Tous les gens qui sont venus ici ont [été] impressionnés par le fait que la mairie se soit mouillée. On aurait rien pu faire [sans le soutien de la mairie]... D'abord, la Mairie a accepté les deux CAO, c'est ça qui a fait qu'il y a eu une dynamique qui s'est enclenchée, et ensuite, elle a mis la Maissonnette à disposition pendant l'urgence. A un moment, le président de la [Communauté de Communes] est mort, donc c'est un président intérimaire, qui était plutôt de droite. Les associations, enfin Tous Migrants, avait demandé si le Refuge pourrait être mis à disposition parce que ça appartenait à la CCB et qu'il était vacant. [Le président de la CCB] a demandé au préfet qui a dit « non, je n'en veux pas ». Et après c'est Fromm qui est devenu président, et c'est à ce moment-là que ça s'est fait ! Alors qu'ils sont, je pense 4 maires, sur les 12 ou 14, qui sont vraiment partants là-dessus. Il y a lui [Gérard Fromm], le maire de Puy-Saint-

¹⁰² Entretien du 05/07/18, cabinet du maire, Briançon

¹⁰³ Entretien du 24/04/18, au domicile de l'enquêté, Briançon

André, le maire de Vilar-Saint-Pancrace, et le maire de Névache, je crois. Donc il a réussi à faire passer le truc. Il n'y aurait jamais eu cette dynamique si ça ne c'était pas fait. »

Et une solidaire et « maraudeuse » d'ajouter¹⁰⁴ :

« Si on n'avait pas ce maire-là, cette municipalité-là, tout ce qu'on fait là, ce serait beaucoup plus compliqué, ça n'aurait rien à voir. [...] Le maire, il est ce qu'il est, mais le discours qu'il tient au Conseil municipal, en Communauté de Communes, c'est hyper important. [...] Il s'est même opposé au préfet l'été dernier. Le préfet lui a demandé de fermer le Refuge, et il a dit « il n'y a personne qui dormira dehors à Briançon, ce n'est pas possible ». Il y a quand même une bonne équipe [municipale] solidaire ».

❖ La ville de Briançon partie prenante de la Convention nationale sur l'accueil et les migrations

Les 1^{er} et 2 mars 2018, s'est tenue à Grande-Synthe (à l'initiative de Damien Carême, maire de la ville) la Convention nationale portant sur l'accueil et les migrations, réunissant de nombreux élus, acteurs de la société civile, acteurs institutionnels, chercheurs et personnes réfugiées autour des enjeux relatifs à l'accueil en France et en Europe. Force étant de constater que la question de l'accueil se pose dans les débats publics et les réalités locales dans un contexte de fermeture des frontières européennes et d'une politique répressive, cette Convention fut initiée dans le but de donner naissance à une coopération entre acteurs engagés sur les questions de l'accueil des exilés pour une meilleure convergence dans les pratiques et les luttes, et ainsi « militer sur les droits des exilés au-delà de leur statut »¹⁰⁵. Plus encore, il s'agit de créer un réseau de villes-refuges, comme précisé dans la première proposition de celles émises dans le manifeste de la Convention :

« Nos villes, nos communes, nos territoires peuvent devenir des villes, des communes et des territoires refuges pour tous ceux et toutes celles qui ont besoin d'être mis à l'abri. Des exemples existent déjà de par le monde qui doivent nous interroger et nous animer de manière pragmatique. Le conseil municipal de Montréal a adopté la proposition du Maire désignant Montréal comme ville refuge ou sanctuaire en février 2017 pour offrir à tous les mêmes droits, réfugiés, sans papiers ou résidents. Cela pose évidemment des questions. Une ville peut-elle se distinguer d'un Etat et prendre de sa propre initiative des décisions supérieures à celui-ci ? Cela a été le cas à Grande-Synthe avec l'ouverture du lieu humanitaire par l'action innovante et commune de la ville et de Médecins Sans Frontières. »¹⁰⁶

¹⁰⁴ Entretien du 20/07/18, parc de la Schappe, Briançon

¹⁰⁵ CONVENTION NATIONALE SUR L'ACCUEIL ET LES MIGRATIONS, Manifeste, 02/03/18, p. 1

¹⁰⁶ CONVENTION NATIONALE SUR L'ACCUEIL ET LES MIGRATIONS, Manifeste, 02/03/18, pp. 2-3 / voir le Manifeste en annexe n°7

La Ville de Briançon, quant à elle, prit part à ces deux jours de débats, grâce à la présence d'une adjointe au Maire. Une seconde rencontre eu lieu à Grenoble le 20 juin 2018, où le directeur de cabinet du Maire s'est rendu. Celui-ci évoque, lors d'un entretien, certains objectifs de la Convention nationale sur l'accueil et les migrations :

« L'idée [est] de créer un réseau entre les différentes collectivités et communes participant à cet effort de solidarité et d'accueil, essayer de créer un réseau des villes accueillantes/solidaires. [...] Du coup c'est vrai qu'on se sent un peu moins seuls quand on échange avec ces personnes-là. Après, on a tous des spécificités et des différences. C'est vrai que nous, Briançon, on est vraiment sur de l'accueil (à part les demandeurs d'asile en CADA ou hébergés en famille) de passage ; Grande-Synthe c'est un peu la même problématique mais plus sur une position de sortie du territoire français alors que nous on est à l'entrée du territoire ; et les autres communes elles sont volontaires, elles n'ont pas un flux de migrants qui traversent leurs communes mais elles accueillent. D'ailleurs la maire du premier arrondissement de Lyon (où devrait se dérouler la prochaine rencontre) au mois de septembre, symboliquement on s'est dit que Lyon, par rapport aux années Collomb, ça pouvait être un symbole fort. [...] L'idée de ce réseau, c'est d'arriver à le nourrir et à le faire grandir pour créer un rapport de force... »

C'est inciter d'autres collectivités, d'autres communes qui pourraient être tentées mais qui pour des considérations politiques font preuve de frilosité, leur montrer qu'il ne faut pas avoir peur d'accueillir, au contraire. Avant toute chose, ça a été une formidable aventure, il en est ressorti plein de belles choses au niveau de la solidarité humaine, les populations accueillies ont de suite eu envie de rendre ce qui leur a été offert et proposé sur le territoire. »

Et l'adjointe au maire interrogée de résumer l'objectif général de ce réseau de villes accueillantes :

« L'idée, c'est de montrer au gouvernement que l'accueil est possible. »

En somme, l'ensemble des acteurs de l'accueil et de la solidarité en Briançonnais a vu le jour en réponse à des besoins qui ont émergé d'une réalité et d'une actualité en constante mouvance et évolution. Comme l'explique un administrateur de Tous Migrants, « c'est la réalité qui produit les rôles, qui fait émerger un besoin, et après, on le structure »¹⁰⁷. En outre, force est de constater que la place et le rôle de chacun sont complémentaires à ceux de l'autre et chaque acteur de la solidarité s'attache à « faire sa part », à l'image du colibri :

« Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : "Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! " »

¹⁰⁷ Entretien du 16/07/18, au domicile de l'enquêté, Briançon

*Et le colibri lui répondit : "Je le sais, mais je fais ma part." »*¹⁰⁸

Ces acteurs de la solidarité se sont constitués en différentes institutions – au sens large du terme, c'est-à-dire des organisations « publiques ou privées établies pour répondre à quelque besoin déterminé d'une société donnée »¹⁰⁹ – qui se voient entièrement dédiées à l'accueil et à l'accompagnement des personnes étrangères en Briançonnais, ou en partie seulement :

- La Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) est constituée en association. Si ses activités sont tournées vers différents publics et sont organisées en différents pôles, elle est également dotée d'un service spécifique d'accompagnement des personnes étrangères : la MAPEmonde. Celle-ci fonctionne grâce à deux salariées et est financée par des fonds publics (en majorité par l'Union européenne) ;
- Le Refuge Solidaire est une association née de l'identification du besoin spécifique d'un accueil d'urgence des exilés en Briançonnais. Son activité quotidienne, permise par l'implication d'une centaine de citoyens bénévoles, est uniquement dédiée à cet accueil. Si l'association bénéficie de la mise à disposition, à titre gracieux, d'un local par la Communauté de Communes du Briançonnais (CCB), elle ne bénéficie pas, pour l'heure, de subventions ;
- Le mouvement citoyen Tous Migrants s'est également constitué en association et dédie l'entièreté de son action de sensibilisation et de plaidoyer au champ large de la migration. L'association fonctionne grâce à des fonds propres, alimentés par de nombreux dons d'associations ou de particuliers ;
- « Chez Marcel » est un collectif de citoyens militants qui se sont rassemblés autour de l'accueil des demandeurs d'asile à Briançon, mais dont les luttes politiques vont au-delà du « simple » accueil des exilés. La maison « Chez Marcel » étant un squat, son fonctionnement, qui cherche à tendre vers l'autogestion, ne dépend en aucun cas de financements publics ;
- Les maraudes ont vu le jour grâce à un réseau de guides et accompagnateurs en montagne (qui ont donc en commun un même corps de métier), mais le « groupe de maraudeurs » s'est vu enrichi d'autres citoyens n'ayant pas de connaissances ou de compétences spécifiques à la montagne. Les maraudeurs ne se sont formés ni en association, ni en collectif, mais œuvrent grâce à un réseau d'individus et à des relations interpersonnelles ;
- Le Réseau Welcome Briançon fait partie du Réseau Welcome France initié par le Jesuit Refugee Service. Son coordinateur bénévole s'attache à veiller au bon déroulement de l'accueil et de l'hébergement de demandeurs d'asile chez des citoyens

¹⁰⁸ Légende amérindienne racontée par Pierre Rabhi : <https://colibris-lemouvement.org/mouvement/legende-colibri>

¹⁰⁹ Source : Centre Nationale de Ressources Textuelles et Lexicales : <http://www.cnrtl.fr/definition/institution>

solidaires. Etant constitué d'un réseau de particuliers hébergeant à titre gratuit, son financement n'est pas nécessaire ;

- Le groupe Cimade Briançon peut être rapproché du Réseau Welcome en ce sens qu'il ne fonctionne que par l'implication de bénévoles, soutenus en amont par la responsable régionale de l'association et par le groupe Cimade qui œuvre dans le sud du département, à Gap ;
- Enfin, la mairie de Briançon est une collectivité territoriale qui œuvre dans de nombreux champs, et qui a engagé des actions spécifiques et relatives aux demandeurs d'asile et exilés présents sur son territoire, notamment via la mise à disposition de locaux (la « Maisonnette » au Réseau Welcome, le foyer des solidarités au Refuge pour y accueillir les compagnons d'Emmaüs), son soutien politique aux associations de solidarité et sa participation à la Convention nationale sur l'accueil et les migrations.

L'ensemble de ces « institutions » fonctionnent grâce au concours d'individus hétéroclites, motivés par des raisons multiples et variées, allant de l'humanitaire au politique.

Figure n° 8 : Tableau récapitulatif des acteurs de la solidarité en Briançonnais (1)

Nom	Date de création	Élément déclencheur	Objet
Institutions usant de fonds publics pour l'accueil des personnes étrangères			
MAPEmonde	2003	Fermeture de l'AEDA	Accueil et accompagnement des personnes étrangères
Institutions usant en partie de fonds publics pour l'accueil des personnes étrangères			
Groupe Cimade Briançon	Début des discussions : avril 2018 Création : ≈ aout 2018	Le non-accompagnement juridico-administratif demandeurs d'asile par la MAPEmonde depuis l'été 2017 et le constat selon lequel certains exilés arrivant à Briançon n'ont pas de destination ailleurs en France	Offrir le choix à certains exilés arrivés par la montagne de s'installer à Briançon, d'y demander l'asile et d'être accompagné dans cette démarche
Institutions n'usant d'aucun fond public pour l'accueil des personnes étrangères			
Tous Migrants	septembre 2015	Publication dans la presse de la photo du petit Aylan mort noyé sur une plage turque, tragédie humanitaire des exilés en Europe	Sensibilisation et plaidoyer
Maraudeurs	Mars 2016	Dans la nuit du 5 au 6 mars 2016, deux exilés passent par la montagne de l'Italie vers la France et sont victimes de graves gelures	Assistance à personne en danger / observation du comportement policier dans la montagne